

## SÉCURISATION DU BAC

## Benghabrit attendue au tournant

**Après la fin des épreuves du BEM, tous les regards sont braqués sur les épreuves du baccalauréat qui débuteront dimanche prochain. Nouria Benghabrit est attendue au tournant, après le scandale de la fuite massive des sujets lors de la session précédente. Réussira-t-elle à éviter le scénario du bac 2016 ? Le ministère de l'Education, qui dit avoir mis de gros moyens pour la sécurisation des sujets de cet examen, reste confiant.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - L'année dernière, le ministère de l'Education avait déclaré avoir pris toutes les dispositions pour éviter une éventuelle fraude au bac. Même si le risque zéro n'existe pas, reconnaissait alors ce département. Ce qui s'est produit par la suite est connu. Visiblement édifié par la précédente expérience, le ministère de l'Education assure que ce qui s'est passé l'année dernière avec la fuite des sujets ne se reproduira pas cette année, vu les moyens de sécurisation mis en place.

Le département de Nouria Benghabrit dit avoir pris de nouvelles mesures pour améliorer la sécurisation de cet examen. Des verrous ont été mis en place pour

sécuriser les sujets dont seulement les grandes lignes ont été divulguées, notamment la mise en place des caméras de surveillance dans les centres de dépôt des sujets.

La sécurisation du bac est l'affaire de tout un gouvernement qui s'est mobilisé pour s'attaquer à la fuite, a assuré Benghabrit. Une commission a été installée pour assurer une veille sur internet, en particulier sur les réseaux sociaux.

Les services de la Gendarmerie nationale et de la sécurité ont été appelés à la rescousse, et les sujets sont placés sous haute surveillance, de leur fabrication, jusqu'au coup d'envoi de l'épreuve.

Des sujets de secours sont toutefois prévus en cas de failles.

Cependant, des rumeurs sur les sujets qui vont tomber durant cette session circulent déjà sur les réseaux sociaux. Plusieurs pages dédiées à la fuite des sujets du bac 2017 sont créées. Des fausses alertes ont quand même du succès, puisque des candidats à la traque des sujets du bac suivent avec attention la moindre publication. Pourtant, les tricheurs risquent une exclusion de l'examen allant de cinq à dix ans, et les auteurs de fuites risquent la prison.

Les épreuves du BEM qui ont pris fin hier n'ont pas fait l'objet de fuite. Cependant, les sujets ont été publiés sur les réseaux sociaux avant la fin des épreuves. Pourtant, la ministre de l'Education a déclaré que le brevet de l'enseignement moyen a bénéficié des mêmes dispositions de sécurisation prises pour le bac.

Le ministère de l'Education reste catégorique et affirme qu'il n'y aura pas de fraude durant le bac 2017. Une déclaration que ses détracteurs ont prise comme



Photo : NewPress

**Nouria Benghabrit assure qu'il n'y aura pas de fraude.**

étant un pari risqué. Ils estiment même qu'elle a lancé un défi difficile à relever.

Les auteurs du scandale de la session précédente du bac ne sont toujours pas connus. Risque-t-il d'y avoir récidive ? Benghabrit, qui affiche une grande confiance,

réussira-t-elle à échapper à la même cabale de 2016 et faire faux-bond à ses adversaires ? La ministre de l'Education est attendue au tournant, à partir du 11 juin prochain, jour du coup d'envoi des épreuves du baccalauréat.

**S. A.**

## INSTANCES DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

# L'alliance Nahda-Adala-Binaa out

**Comme prévu, les présidents des divers groupes parlementaires issus des dernières élections législatives se sont retrouvés, hier mardi, autour du secrétaire général et du directeur de la législation au sein de l'Assemblée populaire nationale.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Il s'agissait pour les présidents des groupes parlementaires du FLN, du RND, du MPA, du TAJ, du FFS, du Front el Moustaqbel, du PT, du MSP, de l'alliance Nahda-Adala-Binaa et de celui des députés indépendants, de convenir sur la répartition des divers postes de responsabilité au sein de l'assemblée, entre autres vice-présidents de l'APN au nombre de 9 et des bureaux (président, vice-président et rapporteur) des 12 commissions.

Un partage qui se fera selon la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement qui obéit au seul critère de représentativité de chacun des groupes parlementaires.

Sauf que certains partis de l'opposition présents à l'APN, à l'image du MSP et du triumvirat islamiste Nahda-Adala-Binaa, ne voulaient pas l'entendre de cette oreille, eux qui veulent une matérialisation d'une disposition de la nouvelle Constitution permettant un plus grand rôle à l'opposition parlementaire, à travers leur présence au sein des



Photo : NewPress

**Difficile consensus.**

bureaux de l'assemblée et de ses commissions.

Une « velléité » dont on ne voudrait pas entendre parler au FLN et au RND qui ont voulu imposer le calcul des postes à pourvoir sur la base de seulement 411 députés au lieu des 462 que compte l'assemblée d'où sont ainsi soustraits les députés qui n'ont pu se constituer en groupes parlementaires.

Ce que les représentants du FFS, du PT, du trio Nahda-Adala-Binaa, du front el Moustaqbal, du MSP et même du MPA ont catégoriquement refusé.

C'est ainsi que, faute d'accord entre les représentants des groupes parlementaires autour d'une liste commune de vice-présidents, ce fut le recours inévitable à l'alinéa 2 de l'article 13 de ladite loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le

gouvernement, ce sont finalement les groupes représentant la majorité, autrement dit ceux du FLN, du RND, du TAJ, du MPA, du Front el Moustaqbal, de celui des indépendants, auxquels s'est joint celui du MSP, qui auront à établir cette liste des vice-présidents conformément au critère convenu entre les groupes désirant participer au Bureau de l'Assemblée. Une seconde liste qui sera également soumise à l'assemblée pour adoption, vraisemblablement la semaine prochaine.

A savoir, seulement, si le FLN et le RND accepteront le partage de ces postes de responsabilité avec notamment, le revenant, le MSP.

A noter que les chefs des groupes parlementaires du FFS et du PT ont, depuis longtemps, signifié leur non-participation aux structures de l'assemblée, avant d'être rejoints par celui du triumvirat islamiste, Nahda-Adala-Binaa.

**M. K.**

## CONSEIL NATIONAL DU RND

# Que dira Ouyahia ?

**L'intervention du SG du RND, Ahmed Ouyahia, silencieux depuis le 21 mai dernier, lors du Conseil national du parti prévu vendredi et samedi prochains, est fortement attendue. Lui qui ne s'est pas exprimé après la nomination du gouvernement Tebboune et la perte de postes clés qu'occupait le parti.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Trois principaux points seront à l'ordre du jour du conseil national du Rassemblement national démocratique (RND), prévu les 9 et 10 juin, nous a indiqué hier le porte-parole du parti, Seddik Chihab.

En premier lieu, figure le passage en revue des résultats des législatives du 4 mai dernier, qui a vu le RND rafler 100 sièges à l'Assemblée populaire nationale (APN). « Nous procéderons à une évaluation profonde du scrutin, wilaya par wilaya et commune par commune », précise-t-il.

Le second point à l'ordre du jour du CN consiste en un débat sur la situation économique et politique du pays, et enfin, troisième point, la mise en place d'une feuille de route. D'autres questions internes seront également abordées lors de ce CN, selon le porte-parole du parti.

Par ailleurs, Ahmed Ouyahia, SG du parti, sera attendu à cette occasion, lui qui s'est muré dans un silence qui ne lui est pas habituel, après le changement de gouvernement. En effet, des voix médiatiques se sont interrogées sur le silence inhabituel du secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia, notamment à propos du nouveau gouvernement au sein duquel le parti a perdu les postes clés du commerce et de l'industrie.

Ces deux départements étaient détenus, rappelons-le, par feu Bakhti Belaïb (décédé et remplacé par Abdelmadjid Tebboune) et Abdesselam Bouchouareb à qui a succédé l'ancien président de la Commission des affaires économiques de l'APN (FLN), Mahdjoub Bedda. La dernière fois où Ahmed Ouyahia s'était exprimé remonte au 21 mai dernier, à l'occasion d'une rencontre avec le groupe parlementaire du parti à l'APN.

Le SG du RND a informé ces derniers de la désignation de leur chef de groupe parlementaire, en la personne de Belabbès Belabbès, député de Djelfa et membre du Bureau national. Il leur a prodigué ses premières instructions pour l'accomplissement de leur mission parlementaire, à travers notamment : le soutien du candidat du parti du FLN à l'élection à la présidence de l'APN en la personne de Saïd Bouhadja ; mais aussi par l'appui au gouvernement dans la mise en œuvre du programme du Président Bouteflika.

Le SG avait appelé ses députés à développer la concertation avec les groupes parlementaires des autres partis qui participeront au gouvernement ; et à maintenir un contact permanent avec la population dans leurs circonscriptions électorales tout en contribuant au règlement de ses préoccupations auprès des autorités locales et nationales.

**Y. D.**